



Conseil économique et social

Distr. générale
28 janvier 2022
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement

Cinquante-cinquième session

25-29 avril 2022

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Débat général : la population et le développement durable,
en particulier la croissance économique soutenue et inclusive**

Programmes et interventions aux fins de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement pour ce qui concerne la population et le développement durable, en particulier la croissance économique soutenue et inclusive

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport a pour objet d'éclairer les débats que la Commission de la population et du développement consacrera à la population et au développement durable, en particulier à la croissance économique soutenue et inclusive, à sa cinquante-cinquième session.

Le monde d'aujourd'hui est démographiquement et économiquement plus divers qu'il ne l'était en 1994. Conjuguées à l'évolution démographique, les nouvelles tendances de fond telles que les changements climatiques, la transformation numérique et les inégalités influent sur les trajectoires de développement des pays et des régions, y compris sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a exacerbé les inégalités à l'intérieur des pays et entre eux. Le présent rapport recense les programmes qui prennent en considération ces nouveaux défis et qui y répondent de manière propre à faire progresser le développement durable inclusif. L'accent est mis sur les programmes qui tiennent compte des valeurs fondamentales de la Conférence internationale sur la population et le développement telles qu'elles ont été définies en 1994, notamment la réalisation des droits humains et le développement du capital humain aux fins de l'inclusion économique de toutes les personnes, notamment les femmes et les filles, les personnes âgées, les personnes victimes de discrimination et toutes celles vivant dans des conditions de pauvreté structurelle.

* E/CN.9/2022/1.



I. Introduction

1. Selon le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994, une croissance économique soutenue dans le cadre du développement durable ainsi que de modes de consommation et de production viables est essentielle si l'on veut améliorer la qualité de vie de tous et éliminer la pauvreté. Dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » (A/75/982), il est souligné qu'une croissance économique inclusive et des possibilités de travail décent pour tous sont indispensables à la réalisation du développement durable.

2. Au cours des presque trois décennies qui se sont écoulées depuis la Conférence internationale sur la population et le développement, l'économie mondiale a subi des transformations qui ont bouleversé les activités quotidiennes de tous les êtres humains. Le produit intérieur brut (PIB) mondial par habitant en dollars internationaux constants est passé de 9 777 dollars en 1994 à 16 894 dollars en 2019¹. Entre 1990 et 2017, la part de la population mondiale vivant avec moins de 1,90 dollar par jour est passée de 36 à 9 %².

3. Pourtant, de profondes inégalités structurelles subsistent. Il s'agit là d'un des plus grands problèmes de notre époque : on observe des écarts spectaculaires de croissance économique entre les pays, et les disparités de revenus à l'intérieur des pays restent importantes, voire se creusent au fil du temps. L'atténuation de la pauvreté tient principalement aux progrès réalisés dans les pays à revenu intermédiaire. En 2018, les deux tiers de la population d'Afrique subsaharienne vivaient avec moins de 3,20 dollars par jour, un chiffre qui n'a baissé que d'environ 14 % environ depuis 1994³.

4. Plus de 60 % des personnes actives dans le monde – notamment celles vivant dans les pays émergents et les pays en développement – travaillent toujours dans le secteur non structuré de l'économie et sont généralement privées de droits au travail, de protection sociale et de conditions de travail décentes⁴. La création d'emplois décents a été rendue encore plus difficile par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a provoqué des pertes d'emplois et contraint davantage de personnes à occuper des emplois précaires.

5. Les femmes continuent de représenter une part importante de la population pauvre, leurs revenus étant plus faibles dans toutes les tranches d'âge, leur accès aux revenus en espèces plus limité et leurs droits en matière d'héritage plus restreints⁵. Dans bon nombre de ménages, elles restent exclues des décisions économiques, ne disposent pas de connaissances financières, n'ont pas accès aux biens du ménage et ne possèdent pas de comptes bancaires.

6. Le monde en 2022 est très différent de ce qu'il était dans les années 1990. La pandémie de COVID-19 a accentué les inégalités et des tendances de fond telles que le faible taux de fécondité, le vieillissement de la population, l'urbanisation et les changements climatiques sont apparues.

7. Le monde d'aujourd'hui est plus divers que jamais sur le plan démographique. De nombreux pays, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, se caractérisent encore par un taux de fécondité élevé et par une forte proportion de

¹ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.PP.KD?locations=1W&view=chart>.

² <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.DDAY?locations=1W>.

³ Banque mondiale, base de données PovCalNet, disponible à l'adresse suivante :

<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/home.aspx> (en anglais).

⁴ https://ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_627201/lang--fr/index.htm.

⁵ <https://unstats.un.org/unsd/gender/chapter8/chapter8.html> (en anglais).

jeunes. Ainsi, même avec une baisse de la fécondité, l'accroissement de la population de ces pays se poursuivra pendant des décennies en raison de cet élan démographique. Dans bien des pays, l'accès à des services de planification familiale de qualité reste limité et la mortalité maternelle, néonatale et infantile évitable demeure élevée. En outre, nombre de pays ayant une forte proportion de jeunes partagent les préoccupations relatives à la « poussée démographique des jeunes » et doivent de toute urgence accélérer la création d'emplois et opérer des changements structurels afin d'accroître les possibilités offertes aux jeunes travailleurs plus instruits.

8. À l'inverse, près de 50 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans un pays dont le taux de fécondité est déficitaire, comme au Bangladesh, au Brésil, en Chine, au Mexique, en Turquie et au Viet Nam⁶. D'autres pays très peuplés, notamment l'Inde, ont un taux de fécondité égal au seuil de remplacement et affichent une tendance à la baisse. Dans bon nombre de ces pays, la population continuera de croître pendant plusieurs décennies car une grande partie d'entre elle arrive en âge de procréer. Dans d'autres, la persistance du faible taux de fécondité a déjà entraîné une diminution de la population. Entre 2015 et 2020, 30 pays ou territoires dans le monde ont enregistré un déclin démographique⁷.

9. Le nombre de personnes âgées augmente dans tous les pays du monde en raison d'une amélioration de la santé et de la nutrition et de l'allongement de l'espérance de vie. Le vieillissement de la population est l'une des transformations sociales les plus importantes du siècle dernier. Ce phénomène a entraîné une évolution du rôle des personnes âgées dans le monde du travail, de nouvelles demandes en matière de transport, de logement et de formation tout au long de la vie ainsi que de nouvelles exigences en ce qui concerne la protection sociale, la santé et le secteur des soins.

10. La structure par âge de la population et les tendances démographiques influent grandement sur les investissements structurels, les systèmes de protection sociale et de retraite, les priorités du système de santé et les dividendes démographiques. Les pays dont la population est jeune et croissante ont la lourde tâche d'améliorer l'éducation et les possibilités d'emploi, tandis que les pays en voie de dépopulation peuvent se concentrer sur l'intensification du capital et la productivité du travail.

11. La diversité des tendances démographiques a également d'importantes répercussions sur les politiques migratoires : certains pays mettent l'accent sur la création d'emplois pour endiguer la « fuite des cerveaux » et l'exode des jeunes actifs, alors que d'autres accueillent favorablement les immigrants pour compenser la baisse de la main-d'œuvre. Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières fournit un cadre destiné à faciliter l'élaboration de politiques visant à rendre les migrations « bénéfiques à tous ». Il souligne la nécessité d'élaborer des stratégies propres à renforcer des domaines intéressant le Programme d'action et le Programme 2030, notamment en ce qui concerne les documents d'identité, l'accès aux soins de santé, les possibilités d'emploi et de logement sûr et la protection contre la discrimination.

12. La diversité démographique coïncide avec une période marquée par d'autres tendances de fond et phénomènes qui exigent de nouvelles formes de solidarité mondiale. Face à la transformation numérique, à la crise climatique et à la pandémie de COVID-19, il est nécessaire de coopérer davantage autour de « Notre Programme

⁶ Indice synthétique de fécondité inférieur à 2,1 naissances par femme en 2020, d'après la révision de 2019 de l'ensemble de données *World Population Prospects*, disponible à l'adresse suivante : <https://population.un.org/wpp/Publications/> (en anglais).

⁷ *World Population Prospects 2019*, révision de 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://population.un.org/wpp/Publications/> (en anglais).

commun » si l'on veut avoir une chance réelle de parvenir à un développement inclusif et durable.

13. Les populations déjà vulnérables sur le plan économique sont celles qui pâtiront le plus des changements climatiques. Si les trajectoires climatiques actuelles se poursuivent, pas moins d'un milliard de personnes seront exposées à l'élévation du niveau de la mer et aux inondations côtières d'ici à 2050⁸ et 870 millions de personnes supplémentaires feront face à des sécheresses extrêmes, voire exceptionnelles, d'ici à 2100.⁹ Qui plus est, ces chiffres ne tiennent pas compte des personnes touchées par les incendies de forêt, les tempêtes et autres phénomènes météorologiques extrêmes, dont la fréquence et l'ampleur sont appelées à croître.

14. La pandémie de COVID-19 a gravement miné la santé de l'économie mondiale¹⁰. La situation macroéconomique fragile, les niveaux d'endettement élevés et les problèmes de gouvernance pourraient limiter la capacité de prendre des mesures de relance suffisantes pour stabiliser l'économie et enrayer les crises sanitaire et humaine. Les pays tributaires des envois de fonds risquent d'être les plus durement touchés¹¹. En outre, la pandémie pèse sur l'aide publique au développement et augmente les coûts de transaction du commerce international pour les PMA en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des difficultés d'accès au financement du commerce¹². Elle a également compromis les chances des pays de parvenir à une couverture sanitaire universelle. Avant même le début de la pandémie, plus d'un demi-milliard de personnes avaient basculé ou s'enfonçaient toujours plus dans l'extrême pauvreté en raison de dépenses de santé directes¹³. Cette situation a été aggravée par la pandémie, qui a également mis en évidence l'ampleur des inégalités économiques existantes et leurs conséquences sur la santé, ainsi que la persistance des problèmes de sous-paiement et d'insécurité dont les femmes sont particulièrement victimes.

15. Si la priorité immédiate est d'atténuer les conséquences de la pandémie, la mise en œuvre du Programme 2030 peut également servir de « vaccin » contre les effets les plus néfastes de la COVID-19¹⁴. Pour reconstruire en mieux et de ne laisser personne de côté, principes situés au cœur de « Notre Programme commun », il est nécessaire d'éliminer la pauvreté (objectif de développement durable n° 1), de garantir une vie saine et une couverture sanitaire universelle (objectif 3), d'assurer une éducation équitable, inclusive et de qualité (objectif 4), de parvenir à l'égalité des sexes (objectif 5), de promouvoir une croissance économique partagée et durable (objectif 8), d'encourager l'innovation (objectif 9), de réduire les inégalités (objectif 10), de lutter contre les changements climatiques (objectif 13), de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives (objectif 16) et de renforcer les partenariats mondiaux pour le développement durable (objectif 17).

16. Les tendances de fond sont non seulement concomitantes mais également interdépendantes. Elles sont sous-tendues par des conditions d'inégalité économique

⁸ Jan-Ludolf Merken et al., « Gridded population projections for the coastal zone under the Shared Socioeconomic Pathways », *Global and Planetary Change*, vol. 145 (octobre 2016).

⁹ Yadu Pokhrel et al., « Global terrestrial water storage and drought severity under climate change », *Nature Climate Change*, vol. 11, n° 3 (mars 2021).

¹⁰ www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org/development/desa/pd/files/undesa_pd_cpd55_2021_egm_sciarra_presentation.pdf (en anglais).

¹¹ https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/eosg_covid-19_socioeconomic_report-2005791f.pdf.

¹² <https://enhancedif.org/en/system/files/uploads/eif-trade-funding-insights-oda-fr-screen.pdf?file=1&type=node&id=6219>.

¹³ <https://www.who.int/fr/news/item/12-12-2021-more-than-half-a-billion-people-pushed-or-pushed-further-into-extreme-poverty-due-to-health-care-costs>.

¹⁴ www.un.org/en/desa/opening-remarks-special-event-%E2%80%99Csdg-acceleration-actions-build-back-better%E2%80%99D (en anglais).

extrême, tant au sein des pays qu'entre eux. L'inégalité d'accès aux services numériques a aggravé les inégalités en matière d'éducation et d'accès aux informations et soins de santé. Les changements climatiques touchent de manière disproportionnée les pauvres, notamment dans les pays qui disposent de ressources moindres pour transformer leurs infrastructures et parvenir à une croissance économique verte. Si la sécheresse continue de s'aggraver, les femmes et les filles devront parcourir de plus longues distances pour aller chercher de l'eau, ce qui leur fera perdre plus de temps et les exposera davantage à des risques de violence sexuelle et fondée sur le genre. Les tensions économiques et les problèmes de sécurité peuvent, quant à eux, entraîner des déplacements et des migrations.

17. Le présent rapport recense les programmes qui prennent en considération ces nouveaux défis imbriqués et qui y répondent de manière propre à faire progresser le développement inclusif et durable. L'accent est mis sur les programmes qui tiennent compte des valeurs fondamentales de la Conférence internationale sur la population et le développement telles qu'elles ont été définies en 1994, à savoir la promotion et la protection des droits humains et la nécessité d'investir dans le capital humain afin de promouvoir une croissance économique inclusive et durable, de favoriser l'édification de sociétés résilientes et de tirer pleinement parti des dividendes démographiques. Il s'agit notamment de programmes qui visent expressément à réduire les inégalités, à renforcer les capacités des femmes et des filles, à élargir les perspectives offertes par la transformation numérique et à permettre à toutes les personnes de bénéficier du développement durable et d'y contribuer. Sachant qu'il est nécessaire de disposer de données démographiques de qualité si l'on veut concrétiser la vision du Programme d'action et diffuser ses valeurs, les programmes permettant d'obtenir ces données sont également présentés.

II. Programmes visant à assurer une croissance économique durable et inclusive

Des investissements dans le capital humain pour toutes et tous

18. L'évolution de la pyramide des âges d'une population ne suffit pas à elle seule à générer des dividendes démographiques. Comme le précise le Secrétaire général dans un rapport présenté à la Commission à sa cinquante-cinquième session (E/CN.9/2022/4), l'évolution de la structure par âge de la population offre la possibilité d'accélérer la croissance économique lorsque les taux de dépendance économique diminuent, mais les gains de ce dividende dépendent de la mesure dans laquelle les personnes en âge de travailler sont en bonne santé, ont suivi une bonne scolarité, sont autonomes et possèdent un emploi décent¹⁵. Que ce soit dans le contexte d'une croissance démographique rapide ou dans le cadre d'une stagnation ou d'un déclin démographique, il est nécessaire d'assurer la participation de tous les membres de la société si l'on veut parvenir à une croissance économique soutenue et inclusive, notamment celle des personnes qui sont toujours privées de la possibilité de réaliser leur potentiel en raison des inégalités structurelles et de la discrimination qu'elles subissent de longue date. Alors que les investissements dans le capital humain sont souvent effectués de manière isolée, un nombre croissant de programmes mettent l'accent sur des approches intégrées qui renforcent simultanément de multiples capacités humaines.

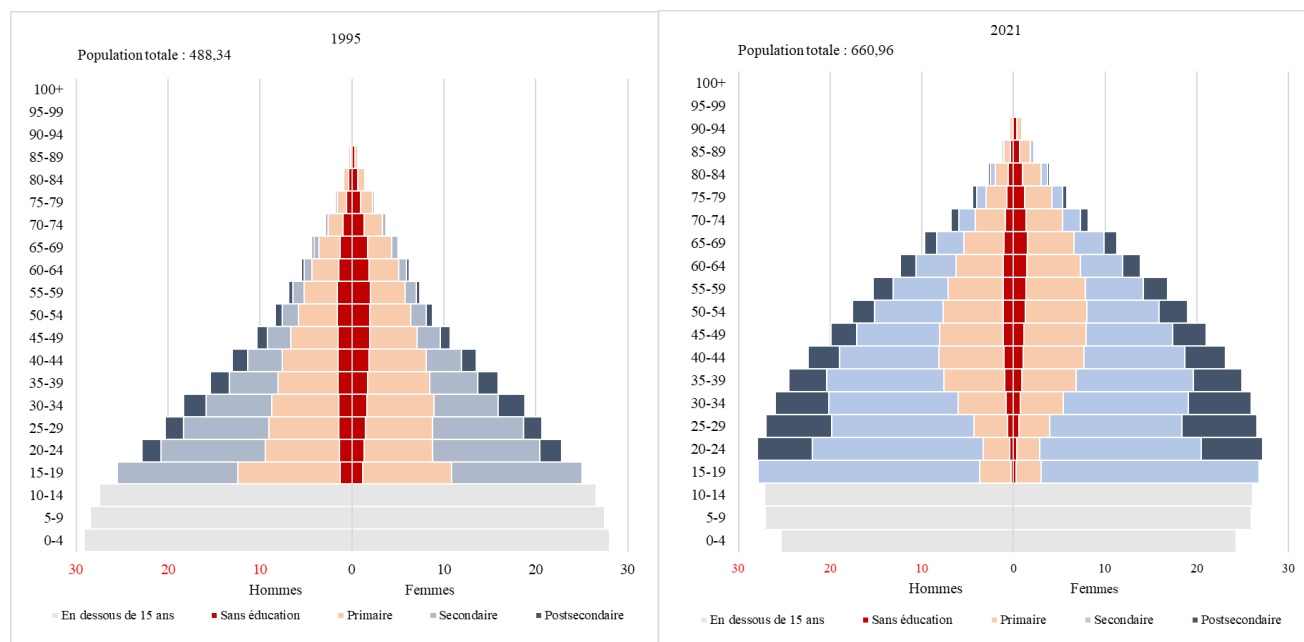
19. Les investissements dans l'éducation ont des effets notables sur les revenus à l'âge adulte, chaque année supplémentaire de scolarisation représentant une

¹⁵ www.unfpa.org/fr/data/demographic-dividend#6.

augmentation d'environ 10 % du salaire¹⁶. Si de nombreux pays ont pratiquement atteint l'objectif de l'enseignement primaire universel, qui figurait parmi les objectifs du Millénaire pour le développement, il est indiqué dans le Programme 2030 qu'un enseignement secondaire universel est absolument nécessaire pour l'emploi au XXI^e siècle. Des progrès ont été faits dans le monde entier : dans la figure I ci-dessous, on trouve une pyramide des âges illustrant le niveau d'éducation dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à peu près au moment où s'est tenue la Conférence internationale sur la population et le développement, et une autre illustrant la situation en 2021. Outre un accroissement démographique global, un vieillissement de la population et la création de conditions propices à un dividende démographique du fait de la baisse de la fécondité, illustrée par le rétrécissement de la base de la pyramide, on observe également de réels progrès en ce qui concerne le niveau d'éducation atteint. Chez les plus jeunes, le nombre de personnes sans instruction a considérablement baissé. On peut également constater une amélioration importante dans l'enseignement secondaire ainsi qu'une augmentation dans l'enseignement postsecondaire.

Figure I
Comparaison du niveau d'éducation atteint par âge et par sexe, Amérique latine et Caraïbes, 1995 et 2021

(Population, en millions)



Source : Wittgenstein Centre Human Capital Data Explorer.

20. Au niveau national, les changements qui se produisent en l'espace d'une génération peuvent être importants. La figure II ci-dessous illustre la transformation spectaculaire du Togo, qui connaît un accroissement démographique, a une population âgée grandissante et amorce le rétrécissement de la base de sa pyramide, soit des conditions propices à un dividende démographique. Les chiffres montrent également les progrès considérables qui ont été faits en ce qui concerne le niveau d'éducation atteint, grâce à la stratégie d'éducation mise en place depuis 2014 par le

¹⁶ David Canning et T. Paul Schultz, « The economic consequences of reproductive health and family planning », *The Lancet*, vol. 380, n° 9837 (2012).

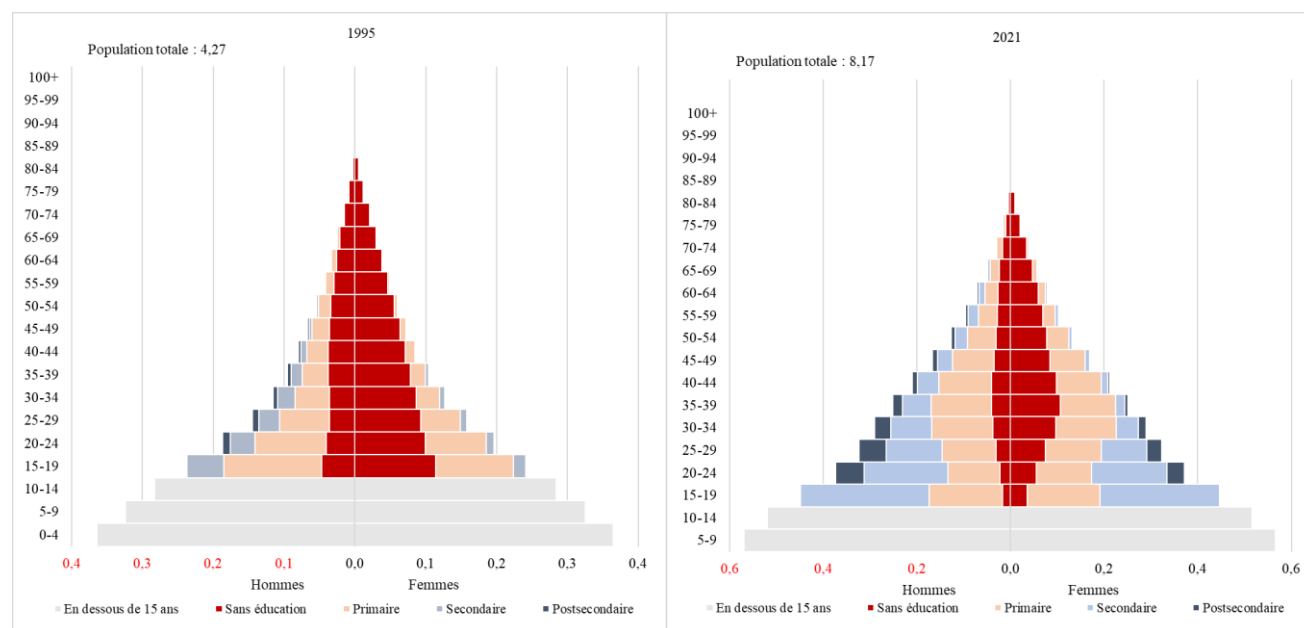
Gouvernement togolais, qui s'est employé à étendre la couverture préscolaire dans les milieux ruraux et pauvres, à renforcer la qualité de l'éducation dans l'enseignement secondaire, technique, professionnel et supérieur, à aligner les formations avec les besoins du marché de l'emploi, à mobiliser les parents et à décentraliser la gestion du système éducatif¹⁷. Ces politiques ont permis de réaliser des progrès impressionnants vers une égalité des jeunes hommes et des jeunes femmes pour ce qui est du niveau de scolarité. En 1990, environ 18 % des filles togolaises scolarisées allaient jusqu'au bout du cycle d'enseignement primaire. En 2015, ce chiffre était passé à 79 %¹⁸.

21. Malgré les progrès réalisés sur la voie d'un enseignement primaire et secondaire universel partout dans le monde, l'ensemble du système scolaire a été gravement perturbé par la pandémie de COVID-19. On estime que deux tiers des élèves ont été touchés par la fermeture partielle ou totale de leur école. Le taux mondial effectif de déscolarisation dans l'enseignement primaire est passé de 9,5 %, avant la fermeture des établissements scolaires du fait de la pandémie, à 59,6 %, soit la grande inversion jamais observée de cet indicateur¹⁹. Les apprenants issus des ménages les plus pauvres et les élèves en situation de handicap sont davantage exposés à l'exclusion, et la fermeture des écoles représente également un grand risque pour les filles, dans la mesure où elle contribue à l'augmentation des naissances chez les adolescentes et des mariages d'enfants²⁰.

Figure II

Comparaison du niveau d'éducation atteint par âge et par sexe, Togo, 1995 et 2021

(Population, en millions)



Source : Wittgenstein Centre Human Capital Data Explorer.

¹⁷ <https://www.globalpartnership.org/fr/where-we-work/togo>.

¹⁸ Sajitha Bashir et al., *Perspectives : L'école au service de l'apprentissage en Afrique* (Washington, Banque mondiale, 2018).

¹⁹ www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/undesa_pd_cpd55_2021_egm_sciarra_presentation.pdf (en anglais).

²⁰ <https://www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/10-millions-de-filles-suppl%C3%A9mentaires-risquent-d%C3%AAtre-mari%C3%A9es-durant-leur>.

Investissements dans les services de santé et de planification familiale

22. Au fil des décennies, les pays ont investi dans le domaine de la santé pour accroître la longévité et le bien-être de leur population. Le droit à la santé est fondamental et il est essentiel d'investir dans la santé si l'on veut parvenir à une croissance économique durable et inclusive. Les populations en bonne santé favorisent la croissance économique du fait de leur espérance de vie plus longue et de leur productivité accrue. Elles choisissent également d'avoir moins d'enfants, car elles savent que ceux-ci survivront²¹.

23. Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021-2030), une approche des questions de santé fondée sur le parcours de vie a été adoptée et approuvée. Selon cette approche, l'état de santé précoce est le meilleur indicateur d'un vieillissement en bonne santé et les investissements dans la santé à tout âge améliorent la santé durant la vieillesse. Les investissements dans la santé tout au long de la vie offrent d'énormes rendements dans la mesure où ils permettent d'accroître les revenus perçus au cours de la vie, de réduire les coûts liés aux soins de santé pendant la vieillesse et de continuer à contribuer sur les plans social et économique même à un âge avancé²².

24. Si les investissements dans la santé à tout âge sont très rentables pour le développement, le fait de garantir un accès aux services de santé sexuelle et procréative et à la planification familiale présente des avantages uniques. Les droits et les choix en matière de procréation offrent aux femmes et aux filles davantage de chances de rester à l'école et de renforcer leurs compétences, ce qui leur permet d'accroître leurs revenus tout au long de leur vie et d'accumuler des biens²³. L'arrivée de la pilule contraceptive en 1957 et la diffusion d'autres méthodes et services contraceptifs modernes dans le monde ont entraîné un accroissement spectaculaire de l'investissement fait par les femmes dans leur carrière, de leur participation au marché du travail et de leurs revenus tout au long de la vie.

25. La santé maternelle pendant la grossesse et la santé et la nutrition des jeunes enfants protègent ces derniers contre la maladie et la mort, favorisent leur développement cognitif, physique, linguistique, moteur, social et émotionnel précoce, renforcent leur résilience à l'âge adulte et augmentent les revenus qu'ils percevront une fois adultes (voir [E/CN.9/2021/3](https://www.who.int/fr/initiatives/decade-of-healthy-ageing)). Il est essentiel d'y investir si l'on veut améliorer la capacité d'apprentissage et garantir que les personnes restent en bonne santé et productives tout au long de leur vie.

26. Les conditions expérimentales permettant d'évaluer les conséquences à long terme de la planification familiale et de la santé maternelle sont souvent difficiles à discerner, car ces investissements coïncident souvent avec d'autres évolutions sociales dans le domaine de l'éducation ou des infrastructures. Des données recueillies au Bangladesh montrent que la planification familiale permet non seulement d'améliorer la santé maternelle et infantile, mais également de favoriser l'élimination de la pauvreté et l'activité sociale et économique. Les résultats d'une évaluation sur 19 ans comparant des villages dotés de programmes de planification familiale et d'autres qui en étaient dépourvus révèlent que, dans les villages qui en bénéficiaient, les femmes avaient moins d'enfants, un indice de masse corporelle plus élevé, des enfants en meilleure santé et des revenus supérieurs de 40 %, même en tenant compte de l'âge et du niveau de scolarité. Ils montrent également que les ménages possédaient 25 % d'actifs matériels en plus par adulte par rapport à ceux des

²¹ <https://apps.who.int/iris/handle/10665/42464>.

²² <https://www.who.int/fr/initiatives/decade-of-healthy-ageing>.

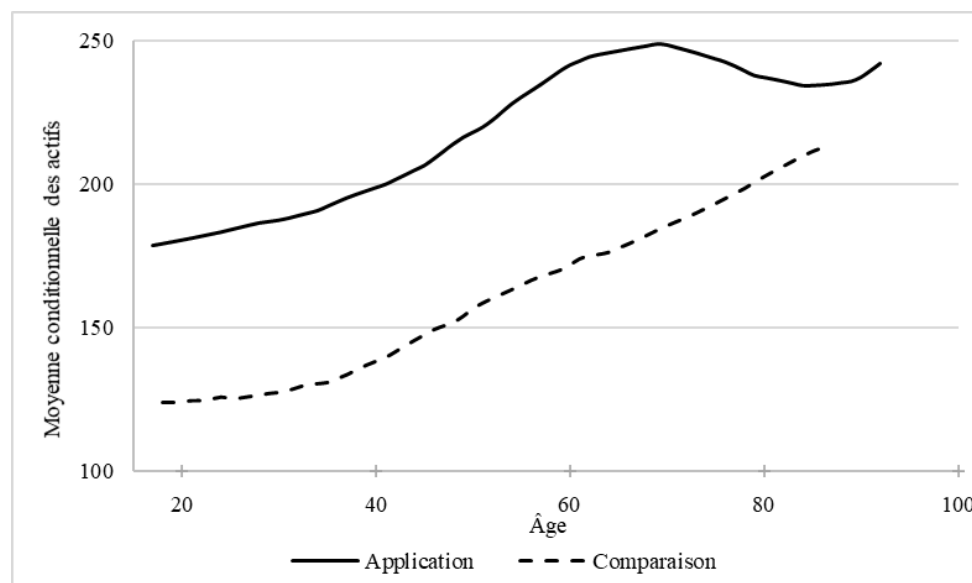
²³ Martha J. Bailey, Melanie Guldi et Brad J. Hershebin, « Recent evidence on the broad benefits of reproductive health policy », *Journal of Policy Analysis and Management*, vol. 32, n° 4 (automne 2013).

villages témoins (voir fig. III ci-dessous)²⁴. Malgré l'efficacité de ces programmes, l'aide versée par les donateurs dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive est passée d'environ 10,7 milliards de dollars en 2018 à 8,4 milliards de dollars en 2019, soit une diminution de 21 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit là de la plus forte baisse d'une année sur l'autre observée au cours de la dernière décennie (E/CN.9/2022/4).

Figure III

Comparaison du niveau moyen d'actifs dans les villages dotés d'un programme de planification familiale et les villages témoins, Matlab (Bangladesh), 1999

(Bangladeshi taka)



Source : Shareen Joshi et T. Paul Schultz, « Family Planning as an Investment in Development: Evaluation of a Program's Consequences in Matlab, Bangladesh », IZA discussion paper No. 2639 (2007).

27. Les grandes avancées réalisées dans le traitement des personnes vivant avec le VIH ont également permis d'améliorer considérablement la santé et l'économie. La thérapie antirétrovirale a permis d'éviter 9,5 millions de décès dans le monde entre 1995 et 2015, ce qui a eu des retombées économiques positives à l'échelle mondiale estimées à 1 050 milliards de dollars. Chaque dollar dépensé pour ce type de thérapie représentait 3,50 dollars de bénéfices au niveau mondial²⁵.

28. Malgré les progrès accomplis, les systèmes de santé des pays en développement restent fragiles et sous-financés. Le Partenariat pour la couverture sanitaire universelle appuie la mise en place progressive d'une couverture sanitaire universelle dans 115 pays partenaires²⁶ et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'efforce de structurer la participation des populations dans les systèmes de soins de santé primaires, d'élargir les partenariats au moyen du plan d'action mondial en faveur de l'objectif de développement durable n° 3 et de renforcer l'efficacité du secteur de la santé en assurant sa transformation numérique²⁷.

²⁴ Canning et Schultz, « The economic consequences of reproductive health ».

²⁵ Steven S. Forsythe *et al.*, « Twenty years of antiretroviral therapy for people living with HIV: global costs, health achievements, economic benefits », *Health Affairs*, vol. 38, n° 7 (juillet 2019).

²⁶ <https://www.uhpartnership.net/fr/>.

²⁷ www.uhpartnership.net/stories-from-the-field-60-second-summaries-2/ (en anglais uniquement).

29. La pandémie de COVID-19 a considérablement alourdi les charges qui pesaient sur les systèmes de santé et mis en évidence le coût humain des systèmes qui n'étaient pas résilients ou axés sur les données et qui ne disposaient pas de personnels de santé en nombre suffisant. Si le nombre de décès dus à la COVID-19 s'élève à un peu plus de 5 millions, la surmortalité estimée à l'échelle mondiale depuis le début de la pandémie est probablement beaucoup plus élevée. Le personnel de santé fournissant des soins de santé de routine a été mobilisé aux fins de la lutte contre la COVID-19 et la disponibilité des vaccins dans les pays les moins développés reste bien trop faible. La pandémie a mis en lumière la nécessité d'augmenter massivement les investissements dans les systèmes de santé nationaux et d'améliorer la préparation et la riposte mondiales face à la COVID-19 et aux futures pandémies.

Renforcement du capital humain dans les pays à faible taux de fécondité et à la population vieillissante

30. Les pays entrant dans une nouvelle phase de changement démographique, à savoir un déclin démographique et un vieillissement rapide de leur population, ont également intérêt à renforcer leur capital humain s'ils veulent parvenir à une croissance économique inclusive et durable et atteindre les objectifs de développement durable. Principalement préoccupés par la diminution de la main-d'œuvre et la résilience économique des systèmes de retraite et de soins de longue durée, ces pays ont également des craintes concernant l'évolution de la composition ethnique de leur population et la sécurité politique et militaire.

31. Le vieillissement de la population, voire la dépopulation, montre qu'il importe de construire des sociétés et des économies résilientes face au changement, et ce, au moyen d'un renforcement du capital humain, d'une productivité globale plus élevée et de la participation active de toutes et tous sur les plans économique et social. En effet, les économistes évoquent la possibilité d'un « deuxième dividende démographique » dans les pays vieillissants, lorsqu'une plus grande richesse individuelle contribue à la croissance de l'économie et que les populations sont en mesure non seulement de subvenir à leurs besoins à un âge avancé, mais aussi d'investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants, créant ainsi un cercle vertueux²⁸.

32. Une fois de plus, on trouve au cœur de ces changements des personnes en bonne santé, instruites et autonomes, mais aussi des institutions plus souples et plus résilientes. Dans le rapport d'octobre 2019 sur la mise en œuvre du Programme d'action dans la région de la Commission économique pour l'Europe, il est indiqué que les nouvelles réalités démographiques exigent la mise en place de politiques globales et fondées sur les droits humains qui permettent d'éliminer les inégalités et tiennent compte des contributions de toutes les personnes et de toutes les générations au développement durable²⁹. La République de Moldova offre un exemple récent de réponse globale face aux changements démographiques. Lors de l'évaluation à mi-parcours du programme stratégique national sur la sécurité démographique du pays pour la période 2011-2025, il a été constaté que la politique qui visait à accroître la population en augmentant le taux de natalité ne tenait pas compte de nombreux facteurs qui contribuaient au faible taux de fécondité et à la forte émigration des jeunes, ce qui en faisait une politique inefficace pour promouvoir le développement. Cette politique a été révisée de façon à apporter une aide aux familles et à encourager les jeunes talents à rester dans le pays, l'idée étant de renforcer le capital humain et de suivre une approche fondée sur les droits humains afin d'assurer le bien-être individuel de chaque Moldave³⁰.

²⁸ www.prb.org/wp-content/uploads/2013/04/africa-second-demographicdividend.pdf (en anglais).

²⁹ www.un-ilibrary.org/content/books/9789210477314 (en anglais).

³⁰ <https://eeca.unfpa.org/en/news/moldova-new-demographic-approach> (en anglais).

33. Il est particulièrement important d'offrir la possibilité de se reconvertir et d'acquérir de nouvelles compétences tout au long de la vie pour permettre à toutes et à tous, notamment aux personnes âgées, de contribuer dans toute la mesure de leurs capacités à la société et à la croissance économique. L'Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a joué un rôle clé dans la coordination des recherches et des enseignements utiles sur l'apprentissage tout au long de la vie et établi un recueil de politiques et de stratégies en la matière³¹. De nombreux pays ont mis en place des plateformes numériques : les Gouvernements japonais, malaisien, philippin, singapourien, thaïlandais et vietnamien, entre autres, ont contribué à la création de systèmes d'apprentissage en ligne permettant de suivre un apprentissage formel et sur le lieu de travail. La République de Corée a élaboré sa propre plateforme de cours en ligne ouvert à toutes et à tous (« K-MOOC ») afin d'offrir du contenu éducatif fiable et de qualité aux personnes s'instruisant tout au long de la vie, aux demandeurs d'emploi ainsi qu'aux jeunes et aux étudiants³².

34. Dans le cadre de partenariats avec la Commission de l'Union africaine, l'Allemagne, la Fédération de Russie et la République de Corée, le Programme mondial sur le vieillissement et la faible fécondité du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) aide les pays à prévoir l'évolution future de leur population, à analyser les conséquences de leur évolution démographique sur leur économie au moyen de comptes de transfert nationaux, à organiser des dialogues politiques sur la diversité et les dividendes démographiques et à élaborer des politiques démographiques fondées sur les droits. Le FNUAP et le Gouvernement bulgare ont coorganisé une conférence ministérielle en 2021 intitulée « Demographic Resilience: Shaping Europe's Demographic Future » (Résilience démographique : façonner l'avenir démographique de l'Europe), au cours de laquelle les Gouvernements ont proclamé une décennie d'action en faveur du renforcement de la résilience démographique.

Coût de la discrimination

35. Toute personne mérite qu'on lui donne la possibilité d'améliorer ses capacités et de participer de manière productive et créative à l'économie. Pourtant, la discrimination, la stigmatisation et l'exclusion, héritages tenaces du passé, tiennent de nombreuses personnes en marge de la société, notamment les personnes âgées et les retraités, mais aussi les femmes et les filles, les personnes issues de minorités raciales, religieuses et ethniques, les personnes migrantes et réfugiées, les personnes en situation de déplacement forcé, les personnes en situation de handicap, les peuples autochtones et tous celles et ceux qui vivent dans des conditions d'extrême pauvreté.

36. Il ne fait aucun doute que la discrimination et la stigmatisation causent des préjudices humains, qui ont des conséquences négatives non seulement sur la santé physique et mentale, la performance, la productivité et les décisions financières, mais aussi sur le revenu national et la croissance économique³³. Ainsi, Citigroup estime que la discrimination de longue date dont les Afro-Américains sont victimes aux États-Unis d'Amérique a coûté à l'économie du pays 16 000 milliards de dollars

³¹ <https://uil.unesco.org/fr/apprendre-au-long-vie/politiques-dapprentissage-tout-au-long-de-la-vie>.

³² www.kmooc.kr/about (en anglais).

³³ Priyanka B. Carr et Claude M. Steele, « Stereotype threat affects financial decision-making », *Psychological Science*, vol. 21, n° 10 (2010) ; Karla Hoff, Priyanka Pandey, « Making up people: the effect of identity on preferences and performance in a modernizing society », document de travail consacré à la recherche sur les politiques, n° 6223 (Washington, Banque mondiale, 2012) ; Diane S. Lauderdale, « Birth outcomes for Arabic-named women in California before and after September 11 », *Demography*, vol. 43, n° 1 (février 2006).

depuis 2000, un chiffre qui représente les pertes cumulées dues à la discrimination dans l'enseignement supérieur, le logement, les prêts aux entreprises et les salaires³⁴.

37. L'âgisme prive des millions de personnes de la possibilité de réaliser leur potentiel et de contribuer activement à l'économie. En 2019, l'OMS a mis au point une trousse à outils dans le cadre de sa campagne mondiale contre l'âgisme afin de combattre ce phénomène³⁵. De nombreux pays se sont dotés d'une loi interdisant toute discrimination fondée sur l'âge et certains ont renforcé l'action qu'ils menaient pour prévenir activement cette discrimination. La Suède a modifié sa loi sur la discrimination en 2017 afin renforcer la responsabilité qu'ont les employeurs d'enquêter sur les risques de discrimination, d'analyser leurs causes et de prendre des mesures concrètes pour les prévenir³⁶. D'autres pays ont mis en place des programmes visant à promouvoir activement des lieux de travail adaptés aux personnes âgées, comme la Bulgarie, qui a modifié sa loi sur les fonctionnaires afin d'y inclure des dispositions sur le partage des postes, l'idée étant de permettre aux fonctionnaires inexpérimentés de travailler avec des collègues retraités³⁷.

38. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la discrimination fondée sur le genre représente à elle seule un coût économique mondial de 12 000 milliards de dollars³⁸. On trouvera dans la figure IV ci-après une estimation des pertes de revenus liées à la discrimination fondée sur le genre par région, sur la base de l'indice Institutions sociales et égalité de femmes-hommes utilisé dans 160 pays. Cette discrimination se traduit par un accès limité des femmes à l'éducation et au travail, une perte de capital humain chez ces dernières et un appauvrissement du vivier de talents dans lequel les employeurs peuvent puiser.

39. Les plateformes numériques peuvent favoriser l'inclusion, en particulier pour les nombreuses personnes qui ont du mal à accéder à un travail décent. Élaboré par le Haut-Commissariat aux migrations du Portugal, « Refujobs » est un outil en ligne d'aide à l'embauche qui permet aux réfugiés d'être mis en relation avec des employeurs et de trouver des offres d'emploi et des formations qui leur correspondent³⁹. Dans un rapport récent, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a constaté qu'en Égypte, au Kenya et en Ouganda, le travail à la tâche proposé sur des plateformes numériques telles que « Jumia » ou « UpWork » était une source potentielle de revenus pour les réfugiés, qui avaient eu du mal à entrer sur les marchés du travail locaux⁴⁰. Les solutions techniques sont importantes, mais les pays doivent agir s'ils veulent garantir à chacun et à chacune, sans distinction d'aucune sorte, la possibilité de réaliser son potentiel humain.

³⁴ Dana M. Peterson et Catherine L. Mann, *Closing the Racial Inequality Gaps: The Economic Cost of Black Inequality in the U.S.* (Citigroup, 2020).

³⁵ <https://cdn.who.int/media/docs/default-source/campaigns-and-initiatives/global-campaign-to-combat-ageism---toolkit---fr.pdf>.

³⁶ https://unece.org/DAM/pau/age/Policy_briefs/ECE-WG1-30.pdf (en anglais).

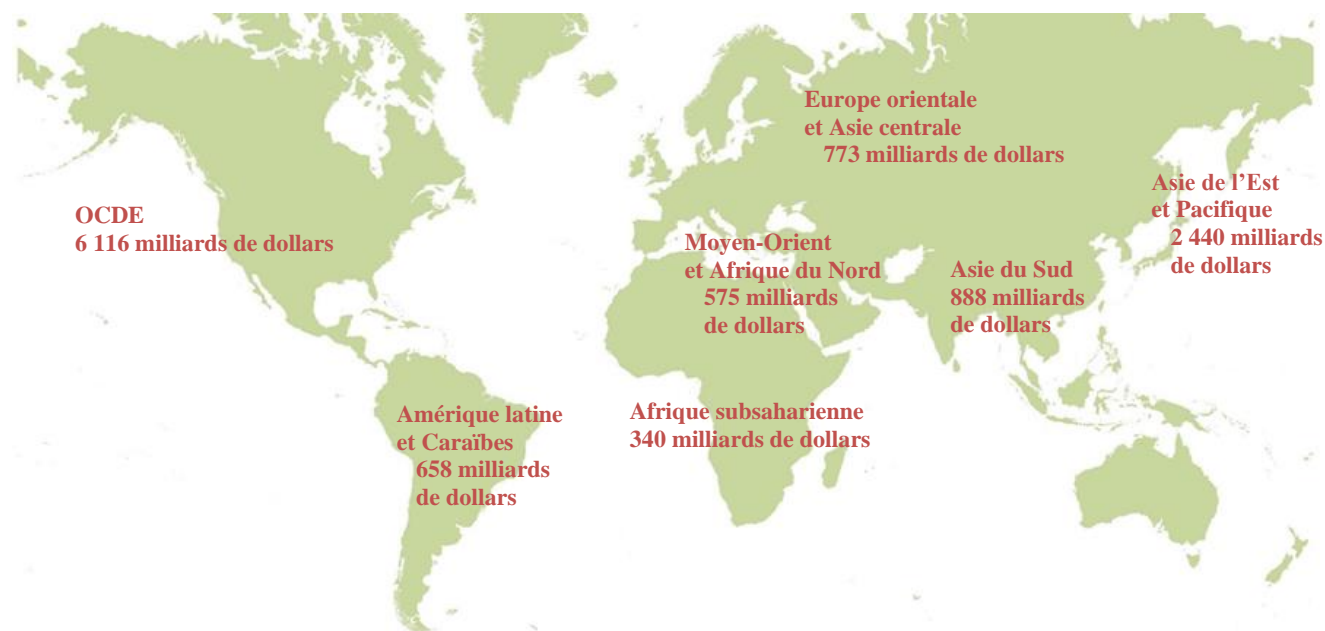
³⁷ https://www.oecd.org/countries/bulgaria/Bulgaria%20Key%20policies_Final.pdf (en anglais).

³⁸ www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth (en anglais).

³⁹ www.refujobs.acm.gov.pt/en/about-us (en anglais).

⁴⁰ www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_816547/lang--en/index.htm (en anglais).

Figure IV

Pertes de revenus à l'échelle régionale dues aux institutions sociales discriminatoires

Source : Gaëlle Ferrant et Alexandre Kolev, « Does gender discrimination in social institutions matter for long-term growth? Cross-country evidence », document de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 330 (Paris, 2016).

Investissements en faveur de l'égalité des genres et de l'avancement des femmes

40. Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont le plus souvent des femmes, lesquelles sont plus susceptibles que les hommes d'être au chômage ou d'occuper un emploi informel ou vulnérable. Les femmes ont également moins de chances que les hommes d'avoir accès à des prestations de retraite ou à des institutions financières (et donc à un compte bancaire), d'être chef d'entreprise ou d'occuper des postes de direction⁴¹. Plus de 2,7 milliards d'entre elles se voient toujours interdire l'accès à certaines professions réservées aux hommes⁴². En outre, sur les 189 pays évalués en 2018, 59 n'étaient dotés d'aucune loi sur le harcèlement sexuel au travail, et dans 18 d'entre eux, les maris pouvaient légalement empêcher leurs femmes de travailler⁴³.

41. Si l'on veut parvenir à l'autonomisation économique des femmes, il est essentiel de veiller à ce qu'elles disposent des moyens juridiques et techniques nécessaires pour choisir leurs relations, le nombre d'enfants qu'elles auront et le moment où elles souhaitent les avoir, ainsi que de mettre en place des politiques et des programmes qui leur garantissent un accès équitable à l'éducation et aux services de santé et leur offrent les moyens de concilier travail et famille, d'épargner, de gérer leurs ressources financières et d'être financièrement indépendantes.

42. Les investissements en faveur des femmes et l'aide qui leur est apportée influent sur l'économie de bien des façons. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'autonomisation économique des femmes stimule la productivité, accroît la

⁴¹ <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures>.

⁴² www.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/Gender+at+IFC/Priorités/Emploi/ (en anglais).

⁴³ <https://wbl.banquemondiale.org/fr/wbl>.

diversification économique et réduit les inégalités de revenus⁴⁴. Au niveau macroéconomique, si le taux d'emploi des femmes dans les pays de l'OCDE atteignait celui de la Suède, le PIB augmenterait de plus de 6 000 milliards de dollars selon certaines estimations⁴⁵. L'égalité des genres a également de nombreuses retombées bénéfiques au niveau organisationnel et mésoéconomique. Par exemple, les entreprises dont l'équipe dirigeante comporte au moins trois femmes obtiennent de meilleurs résultats à tous les niveaux⁴⁶. Enfin, au niveau microéconomique, les femmes et leurs familles font de meilleurs choix de vie, ont des salaires plus élevés et sont davantage autonomes sur le plan économique.

43. Au Rwanda, une série de réformes en faveur des femmes lancées au cours des deux dernières décennies ont abouti à l'inscription des droits des femmes dans la constitution. En plus d'avoir investi massivement dans la santé maternelle, néonatale et infantile, le pays a engagé d'autres réformes grâce auxquelles les femmes représentent désormais 52,5 % des élèves dans l'enseignement secondaire et 54 % de la main-d'œuvre du pays – pays où les inégalités salariales sont parmi les plus faibles au monde. Il a été avancé que ces investissements en faveur des femmes avaient probablement contribué à la récente réussite économique du pays, où le revenu moyen avait plus que doublé entre 2000 et 2015, soit une augmentation bien supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne⁴⁷.

44. Une autre condition *sine qua non* du développement est l'élimination de la violence fondée sur le genre et des pratiques néfastes. Dans un rapport récent, le FMI indique qu'une augmentation d'un point de pourcentage des cas de violence à l'égard des femmes en Afrique subsaharienne entraîne une baisse de 9 % de l'activité économique⁴⁸. Au niveau national, une étude récente a révélé que le coût économique de la violence contre les femmes et les filles au Ghana représentait près de 1 % du PIB national et constituait « une fuite invisible et permanente du flux circulaire de l'économie »⁴⁹. Des recherches menées aux Fidji montrent que les taux élevés de violence fondée sur le genre sont à l'origine d'une perte de temps de travail et de baisse de productivité annuelles équivalentes à quasiment 10 jours par employé⁵⁰. Par ailleurs, de nombreux éléments permettent d'affirmer que les confinements dus à la pandémie de COVID-19 et l'insécurité économique ont augmenté les cas de violence fondée sur le genre.

Investissements intégrés dans le capital humain

45. Compte tenu du caractère multidimensionnel du capital humain, un nombre croissant de programmes prévoient des investissements couvrant simultanément plusieurs aspects des capacités humaines. En 2019, la Banque mondiale a dévoilé son Plan pour le capital humain en Afrique. Appréciant à sa juste valeur la jeunesse, qui est la plus grande ressource du continent et la clé de sa prospérité dans une économie mondialisée et numérisée, le plan énonce clairement les cibles et les engagements devant permettre de réaliser le potentiel de l'Afrique subsaharienne grâce à son capital humain, c'est-à-dire la santé, les connaissances, les compétences et la résilience de sa

⁴⁴ www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2018/05/31/pp053118pursuing-womens-economic-empowerment (en anglais).

⁴⁵ <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures>.

⁴⁶ www.empowerwomen.org/-/media/files/un%20women/empowerwomen/resources/hlp%20briefs/unhlp%20full%20report.pdf?la=en (en anglais).

⁴⁷ www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2017/09/bloom.htm (en anglais).

⁴⁸ www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2021/11/19/The-Heavy-Economic-Toll-of-Gender-based-Violence-Evidence-from-Sub-Saharan-Africa-509667 (en anglais).

⁴⁹ www.levyinstitute.org/pubs/wp_939.pdf (en anglais).

⁵⁰ www.ifc.org/wps/wcm/connect/region_ext_content/ifc_external_corporate_site/east+asia+and+the+pacific/resources/fiji-domestic+and+sexual+violence+report (en anglais).

population⁵¹. Depuis 2019, divers projets ont été mis en œuvre dans le cadre du Plan, dont le projet « Human Capital for Inclusive Growth » au Rwanda, financé à hauteur de 400 millions de dollars, qui couvre tous les secteurs et l'ensemble du cycle de vie et a pour but de lever les obstacles politiques et institutionnels qui entravent le développement du capital humain.

46. Lancé en 2015 à l'initiative des Présidents du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, le projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel a pour objectif de favoriser l'avancement des femmes et d'optimiser le potentiel du capital humain et des dividendes démographiques en accélérant la transition en ce qui concerne les questions de fécondité, de genre et de scolarisation⁵², et ce, moyennant trois étapes : a) renforcer la demande en contraceptifs et l'acceptation de ces derniers par la population ; b) répondre à cette demande et parvenir à une véritable évolution démographique ; c) transformer cette évolution démographique en dividendes démographiques. Pour y parvenir, il faudra notamment mener des interventions auprès des adolescentes dans les régions critiques afin d'améliorer les compétences psychosociales et la santé sexuelle et reproductive, de permettre aux filles de rester scolarisées et d'accroître les débouchés économiques offerts aux filles et aux femmes pour qu'elles puissent accéder à des métiers plus rémunérateurs.

47. Les capacités régionales en matière de santé procréative ont été renforcées afin d'améliorer les chaînes d'approvisionnement dans le domaine de la santé procréative, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle, notamment par la création de centres d'excellence chargés de former les infirmières et de gérer les services de santé. Le projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel encourage une approche inclusive de l'avancement des femmes, comme en témoignent les clubs pour maris et futurs maris, auxquels avaient assisté 49 200 hommes et garçons en 2018⁵³. Enfin, la formation d'experts à la méthodologie des comptes de transfert nationaux ainsi que la création de six observatoires du dividende démographique et d'un guide de programmation ont été d'une grande aide pour les acteurs locaux.

48. Le projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel a permis à 4 302 000 femmes supplémentaires d'utiliser des contraceptifs modernes entre 2016 et 2018. En outre, le nombre de mariages d'enfants a diminué, 99 201 jeunes femmes et filles ont bénéficié de programmes d'autonomisation et une campagne médiatique, qui a touché plus de 300 millions de personnes en l'espace de 5 mois, a été organisée avec le concours notamment de journalistes, de médias et de personnalités célèbres soutenant non seulement les initiatives visant à permettre aux filles de poursuivre leur scolarité jusqu'à l'âge de 18 ans, mais également l'autonomisation économique des femmes et des filles. On a ainsi observé une baisse considérable du taux d'abandon scolaire et une hausse du taux de réussite dans les études et constaté qu'un certain nombre de filles avaient repris le chemin de l'école. Les programmes d'autonomisation progressent. En formant les femmes et les jeunes filles à des emplois non traditionnels, on brise les stéréotypes archaïques qui leur sont appliqués.

49. Dans le nord du Nigeria, une approche intégrée et globale a également été adoptée dans le cadre du programme « Adolescent Girls Initiative for Learning and

⁵¹ <https://www.banquemonddiale.org/fr/publication/worldbank-africa-human-capital-plan>.

⁵² https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/SWEDD_ENG.pdf (en anglais).

⁵³ <https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA%20WCARO%20SWEDD%20SUCCESS%20web%20%283%29.pdf> (en anglais).

Empowerment »⁵⁴, qui encourage la scolarisation des adolescentes et prévoit la construction de 9 000 nouveaux établissements d'enseignement secondaire adaptés au climat ainsi que la modernisation de 4 700 autres établissements. Les adolescentes recevront une formation aux outils numériques et aux compétences nécessaires à la vie courante afin de pouvoir faire face aux problèmes liés à la santé procréative, à la sécurité et à la violence fondée sur le genre. Au total, le programme bénéficiera à quelque 6,7 millions d'adolescentes, ainsi qu'à 15,5 millions de personnes dans leurs familles et leurs communautés. Il s'adaptera également aux circonstances liées à la pandémie de COVID-19 en favorisant la mise en place d'un modèle mixte d'enseignement permettant aux adolescentes d'étudier à distance.

Création d'emplois dans un monde en mutation

50. Dans de nombreux pays où le taux de chômage des jeunes est élevé, on assiste à une multiplication du nombre de programmes qui encadrent les jeunes, les forment et les font participer activement aux activités de création d'entreprises et au secteur structuré de l'économie. Les programmes plus efficaces sont ceux qui suivent une approche globale et mêlent la création d'emplois à d'autres activités portant sur la formation, la santé, le logement, la sécurité alimentaire ou l'action civique.

51. Selon l'OIT, 24 millions d'emplois pourraient être créés d'ici à 2030 si des pratiques durables sont adoptées et mises en œuvre⁵⁵. Dans le cadre du Programme d'emplois verts, la Zambie a adopté une approche fondée sur les droits humains et environnementaux ainsi que sur le développement de la chaîne de valeur, l'idée étant d'améliorer les moyens de subsistance durables des familles rurales et urbaines moyennant le développement du secteur privé et la création de logements durables⁵⁶. Dans le cadre de ce programme, les femmes ont été formées non seulement à la construction de maisons écologiques, mais aussi à l'assemblage et à l'installation de panneaux solaires. En plus d'offrir de meilleurs logements, ce programme est également bénéfique pour la communauté et l'environnement. Les technologies numériques peuvent aussi servir à promouvoir le développement des « emplois verts ». Par exemple, les progrès faits dans la cyberagriculture permettent d'améliorer la production dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche et, par conséquent, de favoriser le développement rural⁵⁷.

52. Les menaces persistantes découlant des conflits, que les changements climatiques sont susceptibles d'aggraver, rendent encore plus difficile la création d'emplois. Face à ce double problème, l'OIT a lancé son programme phare « Des emplois au service de la paix et de la résilience », qui est axé sur la création d'emplois, en particulier pour les jeunes, dans les pays touchés par des conflits ou exposés à des catastrophes⁵⁸. Par exemple, au Sri Lanka, d'importantes crues en 2016 et 2017 avaient provoqué des dégâts considérables dans les régions productrices de thé. Dans le cadre de son programme, l'OIT a mis au point en 2018 un modèle permettant de mieux gérer les ressources en eau et d'ainsi protéger les emplois et les revenus⁵⁹.

53. Les plateformes numériques transforment également le monde du travail, comme en témoigne la multiplication des contrats à court terme, qui sont caractéristiques de l'« économie à la tâche ». Il importe que les systèmes de protection

⁵⁴ <https://reliefweb.int/report/nigeria/nigeria-boost-support-keeping-adolescent-girls-school> (en anglais).

⁵⁵ <https://www.un.org/fr/climatechange/climate-solutions/green-jobs>.

⁵⁶ www.ilo.org/global/docs/WCMS_213390/lang--en/index.htm (en anglais).

⁵⁷ www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-hanoi/documents/publication/wcms_630854.pdf.

⁵⁸ https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/how-the-ilo-works/WCMS_495516/lang--fr/index.htm.

⁵⁹ <https://www.un.org/fr/climatechange/climate-solutions/green-jobs>.

sociale s'adaptent à ces environnements de travail changeants si l'on veut éviter de creuser davantage les inégalités. Il faudra notamment garantir l'application des principes de non-discrimination et d'égalité de traitement, indépendamment du type de contrat, adapter les régimes d'assurance sociale pour étendre leur couverture aux travailleuses et travailleurs qui en étaient auparavant exclus et veiller à ce que les employeurs respectent mieux leurs obligations en matière de cotisations de protection sociale⁶⁰. L'essor de l'économie à la tâche rend d'autant plus nécessaire la mise en place de mécanismes non contributifs, tels que le revenu minimum universel, en complément des systèmes d'assurance sociale, de façon à fournir aux travailleuses et aux travailleurs un socle de protection sociale.

Croissance du secteur des services à la personne

54. Compte tenu du vieillissement de la population et de la participation croissante des femmes au travail en dehors du foyer, l'économie des services à la personne se développe dans toutes les régions et devrait créer de nombreux emplois dans les années à venir. Selon les estimations de 2015 de l'ONU, la proportion de personnes âgées de 60 ans et plus sera multipliée par 1,6 d'ici à 2050 et par 2,1 d'ici à 2100⁶¹. Parallèlement, les foyers multigénérationnels sont de moins en moins nombreux, ce qui signifie qu'un nombre croissant de personnes âgées vivent seules ou en institution.

55. Toutefois, une grande partie des emplois actuels dans le secteur des services à la personne sont dépourvus d'avantages et de protections, se caractérisent par de faibles salaires ou une absence de compensation et exposent celles et ceux qui les occupent à des atteintes physiques, mentales et, dans certains cas, sexuelles⁶². Ce secteur est également dominé par les femmes. La pandémie de COVID-19 a inévitablement alourdi la charge de travail domestique qui pèse sur les femmes en raison de la fermeture des écoles et du nombre de personnes âgées confinées. Selon le Programme alimentaire mondial et la Communauté des Caraïbes, 54 % des femmes (contre 47 % des hommes) ont vu leur charge de travail domestique non rémunéré augmenter, tandis que 46 % d'entre elles (contre 35 % des hommes) ont vu leurs responsabilités en matière de garde d'enfants s'accroître pendant la pandémie⁶³.

56. Les familles font souvent appel à des travailleuses et travailleurs domestiques pour s'occuper de leur foyer, de leurs enfants et de leurs parents âgés. L'OIT estime qu'il existe au moins 67 millions de travailleurs domestiques âgés de plus de 15 ans dans le monde, dont 80 % de femmes et environ 17 % de travailleurs migrants. Historiquement et dans plusieurs pays, les travailleurs domestiques appartiennent généralement à des groupes raciaux et ethniques défavorisés⁶⁴.

57. Le travail domestique est une importante source de revenus pour les femmes et représente jusqu'à 14 % des emplois salariés féminins en Amérique latine et 11 % en Asie. Le travail des employées de maison permet en outre à d'autres femmes d'accéder au marché du travail rémunéré, contribuant ainsi, directement et indirectement, à l'augmentation du nombre de femmes actives⁶⁵.

58. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'OIT ont récemment publié un outil de soutien

⁶⁰ www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_559136.pdf (en anglais).

⁶¹ *World Population Prospects 2019*, révision de 2019, disponible à l'adresse suivante : <https://population.un.org/wpp/Publications/> (en anglais).

⁶² www.ilo.org/global/topics/care-economy/dw-and-care-economy/lang--en/index.htm (en anglais).

⁶³ www.cepal.org/en/events/burden-unpaid-care-work-caribbean-women-time-covid-19 (en anglais).

⁶⁴ <https://www.ilo.org/global/topics/care-economy/domestic-workers/lang--fr/index.htm>.

⁶⁵ Ibid.

stratégique sur les investissements publics dans l'économie des soins à autrui⁶⁶. Cet outil vise à garantir que les soins à autrui contribuent à la réalisation de la cible 5.4 associée aux objectifs de développement durable (« Prendre en compte et valoriser les soins et travaux domestiques non rémunérés, par la mise en place de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et par la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national ») au moyen de politiques transformatrices⁶⁷.

Programmes de protection sociale

59. Les politiques de protection sociale sont depuis longtemps un élément clé de la lutte contre la pauvreté et les inégalités en ce qu'elles visent à ne laisser personne de côté, mais elles constituent également un outil essentiel pour favoriser une croissance économique soutenue et inclusive⁶⁸. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) aide 85 pays à instaurer des régimes de protection sociale permettant de protéger les emplois et les travailleurs du secteur informel et de soutenir les femmes, les jeunes et les personnes âgées. Au Burundi, la protection sociale est l'une des priorités essentielles définies dans le Plan national de développement pour 2018-2027. Le pays a également institué un Code de la protection sociale en 2020⁶⁹. La protection sociale est reconnue comme un droit dans ce code, qui précise que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment par l'alimentation, l'habillement et le logement décents, ainsi qu'à la sécurité en cas de maladie, d'invalidité, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. Au Rwanda, plus de 1,5 million de personnes ont bénéficié du programme « Vision 2020 Umurenge », le programme phare du pays en matière de protection sociale, auquel la Banque mondiale participe activement.

60. Outre le fait qu'ils permettent de s'assurer que personne n'est laissé de côté, les transferts sociaux sont également essentiels pour lutter contre les inégalités. En El Salvador, le système de protection sociale universelle comprend des prestations universelles non contributives de sorte à garantir un niveau minimum de protection sociale pour l'ensemble de la population, et est complété par des composantes contributives. Guidé par des principes axés sur les droits, ce système repose sur une approche fondée sur le cycle de vie et l'égalité des genres. Grâce en partie à ce système, la pauvreté et les inégalités de revenus reculent progressivement dans le pays. Plus généralement, le programme social génère des chaînes de production et a des effets bénéfiques sur d'autres secteurs de l'économie, notamment les économies locales⁷⁰. Les microentreprises locales sont ainsi mobilisées, comme en témoigne le programme « kits scolaires », dans le cadre duquel plus de 4 300 petites entreprises fournissent directement aux écoles des uniformes et des fournitures scolaires, ce qui a permis de créer des dizaines de milliers d'emplois. Dans le cadre de son initiative « Verre de lait », le programme d'alimentation et de santé scolaires fait appel à des milliers d'éleveurs de bétail, ce qui favorise également le développement économique rural.

⁶⁶ <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2021-12/Policy-tool-Care-economy-fr.pdf>.

⁶⁷ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_712833.pdf.

⁶⁸ www.un.org/en/coronavirus/financing-development/meeting-jobs-social-protection-poverty-eradication (en anglais).

⁶⁹ <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP-0000132361.pdf> (en anglais).

⁷⁰ www.social-protection.org/gimi/RessourcePDF.action;jsessionid=knwjNtIHq7lCBHrc9trXgRuJ5JRpoQ-7TE61652yMCRpd4dm-9st!241796269?id=53018 (en anglais).

61. Ces dernières années, le revenu minimum universel a été présenté comme un moyen de lutter contre la précarité croissante du marché du travail, la croissance non créative d'emplois et l'aggravation de la pauvreté et des inégalités⁷¹. Le revenu minimum provisoire peut être un outil essentiel pour atténuer les dommages causés par des chocs tels que les pandémies. En 2021, le PNUD a demandé l'instauration de ce revenu, en particulier pour les femmes. Selon le Programme, 0,07 % du PIB des pays en développement, soit 51 milliards de dollars mesurés en parité de pouvoir d'achat, pourrait garantir la sécurité financière de 613 millions de femmes en âge de travailler qui vivent dans la pauvreté⁷². Les Tuvalu ont mis en place un revenu minimum provisoire pour aider leurs citoyens pendant la pandémie de COVID-19⁷³. En Espagne, un budget mensuel de 250 millions d'euros a été approuvé en mai 2021 pour assurer à 850 000 familles un revenu minimum leur permettant de sortir de la pauvreté⁷⁴.

62. Face au vieillissement de leur population, certains pays ont réformé leur système de retraite en reculant l'âge de départ et d'admission à la retraite, en réduisant les prestations et en augmentant les cotisations. Si les réformes entreprises ont permis de soulager les systèmes de retraite – ce pour quoi elles avaient été conçues – elles doivent être jugées à l'aune de leurs effets sur l'inclusion sociale. Si le recul ou l'abandon de l'âge de la retraite peut permettre aux personnes de travailler à un âge plus avancé, pareilles mesures doivent s'accompagner de mesures de protection sociale qui apportent une aide à ceux qui sont dans l'incapacité de travailler plus longtemps.

Réduction de la fracture numérique

63. Moteur des économies modernes dans le monde entier, la transformation numérique modifie les modes d'éducation et d'apprentissage, modernise le monde du travail et offre de nouveaux moyens de renforcer la résilience des entreprises et des sociétés⁷⁵. Toutefois, la première étape à franchir pour parvenir à cette transformation est de tenir compte de la fracture numérique qui existe et de la combler. En 2021, la Vice-Secrétaire générale, Amina Mohammed, a fait observer que « sans une action décisive de la communauté internationale, la fracture numérique deviendra[it] le nouveau visage des inégalités »⁷⁶. En Europe, 78 % des ménages possèdent un ordinateur et 87 % d'entre eux ont accès à Internet, contre 11 et 18 % en Afrique⁷⁷. Au Mexique, 78 % des jeunes de 15 ans issus de ménages appartenant au premier quartile possèdent un ordinateur portable ou une tablette et 95 % de ces appareils sont connectés à Internet, contre seulement 13 et 30 %, respectivement, dans le dernier quartile⁷⁸.

64. Nombre de programmes et de politiques sont mis en œuvre partout dans le monde pour faciliter la transition vers un recours accru aux technologies numériques. Dans bien des cas, la pandémie de COVID-19 a accéléré la transformation numérique.

⁷¹ www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2021/04/policy-brief-universal-basic-income (en anglais).

⁷² <https://www.undp.org/fr/press-releases/le-pnud-demande-un-revenu-minimum-provisoire-pour-aider-les-femmes-les-plus-pauvres>.

⁷³ Ugo Gentilini et al., *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures* (Washington, Banque mondiale, 2020) (mise à jour du 14 mai 2021).

⁷⁴ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « Temporary basic income: protecting poor and vulnerable people in developing countries », juillet 2020.

⁷⁵ <https://unctad.org/news/making-fourth-industrial-revolution-work-all> (en anglais).

⁷⁶ <https://news.un.org/en/story/2021/04/1090712> (en anglais).

⁷⁷ https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2020_French.pdf.

⁷⁸ https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45905/1/S2000509_en.pdf, p. 6 et 7 (en anglais).

Pour atténuer les effets de la fermeture des écoles, certains pays diffusent des programmes éducatifs à la radio ou à la télévision⁷⁹ ou fournissent aux enfants d'âge scolaire de nouveaux appareils. En Uruguay, dans le cadre du « Plan Ceibal », la population d'âge scolaire a reçu des ordinateurs portables ou des tablettes, et au Guatemala, le Ministère de l'éducation a lancé le projet « Mineduc Digital » qui vise à développer les plateformes en ligne et à diffuser des supports de cours afin d'atteindre les enfants les plus marginalisés des zones rurales⁸⁰.

65. Les femmes et les filles des zones rurales étant particulièrement à même de souffrir d'exclusion numérique, le fonds #eSkills4Girls finance des initiatives locales qui proposent des formations qualifiantes adaptées aux femmes dans les pays du Sud. Parmi les programmes financés, on peut citer « codehack training », un programme en ligne visant à doter les jeunes femmes issues des communautés marginalisées de six comtés du Kenya de compétences en codage dans les domaines du développement de sites Web et d'applications et du marketing numérique. Au Maroc, l'association Douar Tech forme des jeunes vulnérables, notamment des femmes et des personnes vivant dans des zones rurales et périurbaines, au marketing numérique, à l'entrepreneuriat et à d'autres domaines liés aux technologies. Au Cameroun, la start-up « Data Girl Technologies », financée par l'initiative #eSkills4Girls, vise à offrir aux filles déplacées à l'intérieur de leur pays, aux mères adolescentes et aux femmes et aux filles qui n'ont pas les moyens d'aller à l'école des compétences numériques afin d'élargir leurs perspectives de carrière⁸¹.

66. Des mesures sont également prises pour assurer l'inclusion numérique des personnes âgées, qui ont fait face à bien des difficultés pendant la pandémie de COVID-19 du fait de leur incapacité d'accéder à des informations numériques actualisées et aux services de santé⁸². Un nombre croissant de nouvelles technologies, de politiques nationales et d'initiatives de la société civile visent à accroître les compétences numériques des personnes âgées, notamment pour qu'elles puissent continuer de se former et accéder à des services sociaux et bancaires⁸³.

De meilleures données et de meilleures informations démographiques

67. Au cœur de toute stratégie visant à optimiser le potentiel du capital humain afin d'atteindre les premier et deuxième dividendes démographiques et d'en tirer parti, on trouve des données démographiques fiables et de qualité. Celles-ci sont essentielles non seulement pour comprendre l'évolution des caractéristiques et des besoins démographiques, mais aussi pour s'assurer que les décisions prises sont fondées sur des éléments factuels. C'est pourquoi, dans son rapport à la Commission sur les flux de ressources (E/CN.9/2022/4), le Secrétaire général s'est déclaré gravement préoccupé par le faible niveau et la baisse de l'aide publique et privée allouée aux questions relatives à la population, notamment en ce qui concerne l'analyse des données et des politiques démographiques, ainsi que par le faible niveau de l'aide versée aux systèmes de données en général.

68. Le cycle de recensement de 2020 offre l'occasion de moderniser non seulement la collecte, le traitement et l'utilisation des données sur le recensement de la population et des logements, mais aussi l'ensemble des systèmes statistiques nationaux. Le recours généralisé à la dématérialisation et au géoréférencement dans

⁷⁹ Ibid., p. 3.

⁸⁰ www.unicef.org/lac/en/media/14246/file, p. 4 (en anglais).

⁸¹ www.equalsintech.org/eskills4girls-fund (en anglais).

⁸² <https://longevity.stanford.edu/the-pandemic-has-accelerated-the-need-to-close-the-digital-divide-for-older-adults/> (en anglais).

⁸³ <https://unece.org/digitalization/press/ageing-digital-era-unece-highlights-key-actions-ensure-digital-inclusion-older> (en anglais).

le cycle de recensement de 2020 a permis un dénombrement plus rapide et plus efficace et offre des perspectives prometteuses pour ce qui est de localiser les populations laissées de côté et d'optimiser de manière plus rationnelle la répartition des investissements et des interventions. Malgré ces vastes améliorations, le cycle de recensement de la population et des logements de 2020 connaît d'importants retards en raison de la pandémie de COVID-19. Alors que la majorité des pays devraient utiliser les résultats des derniers recensements pour actualiser les objectifs de développement durable et leurs plans de développement, plus de 80 pays font toujours face à des retards dans leur recensement.

69. Le recensement reste le moyen principal d'obtenir des données démographiques pour la plupart des pays en développement, car les registres et statistiques de l'état civil, tant au niveau de leur étendue que de leur qualité, restent à la traîne faute de budgets suffisants, de mécanismes de suivi et d'évaluation et de demande de la part de la population. La numérisation offre de nombreuses possibilités d'amélioration à moindre coût et permettrait notamment de disposer de versions électroniques de ces registres.

70. Indispensables pour mesurer l'état de santé, l'activité économique et le niveau d'engagement social, les données démographiques ventilées par âge sont également essentielles pour recueillir des informations sur la demande de services et recenser les domaines dans lesquels on peut optimiser le potentiel du capital humain. Créé en 2018 sous la direction du Bureau national de statistique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Groupe de Titchfield pour l'étude des statistiques du vieillissement et des données ventilées par âge a pour objectif de mettre au point des outils et des méthodes normalisés pour la production de statistiques sur le vieillissement et de données ventilées par âge. Il encourage les pays à recueillir ces données en jouant un rôle de premier plan dans la diffusion des bonnes pratiques dans le monde entier et en facilitant les collaborations entre les instituts nationaux de statistique.

71. Les enquêtes jouent également un rôle essentiel dans la collecte de données sur les caractéristiques démographiques, les niveaux de vie, le capital humain ainsi que l'attitude et les aspirations de la population. Les instruments d'enquête comparative à l'échelle internationale, tels que les enquêtes démographiques et sanitaires, les enquêtes sur les niveaux de vie et les enquêtes en grappes à indicateurs multiples, continuent de fournir des données transversales précieuses sur l'économie ménagère, les conditions sanitaires, l'accès à la planification familiale et l'utilisation des services.

72. Les données longitudinales servent depuis longtemps à suivre les changements tant au niveau individuel, avec ou sans intervention, qu'au niveau sociétal. L'étude « Young Lives » est une enquête longitudinale menée auprès de plus de 12 000 jeunes en Éthiopie, en Inde, au Pérou et au Viet Nam⁸⁴. L'enquête du programme relatif à la situation des hommes et des femmes au fil des générations permet de collecter des données sur les relations entre les générations et entre les femmes et les hommes et de les examiner sous l'angle des dispositifs de prise en charge et de l'organisation du travail rémunéré et non rémunéré⁸⁵. En 2018, le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale de la République de Moldova a lancé cette enquête dans le pays en vue de recentrer ses politiques démographiques autour d'une approche fondée sur le capital humain, les données et les droits, de sorte à pouvoir relever les défis

⁸⁴ www.gov.uk/research-for-development-outputs/early-child-development-informing-policy-and-making-it-a-priority-impact-case-study (en anglais).

⁸⁵ www.ggp-i.org/about/ (en anglais).

démographiques contemporains, notamment aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable⁸⁶.

Effets des changements démographiques sur l'économie

73. De nouveaux instruments et outils de mesure présentent plus clairement la relation qui existe entre évolution démographique et développement socioéconomique. Les comptes de transfert nationaux, en particulier, fournissent un cadre comptable cohérent des flux économiques entre les âges et les générations⁸⁷. Ils permettent donc de mieux comprendre les caractéristiques économiques de la mutation démographique et les défis qui y sont liés. Plus de 60 pays ont créé des comptes de transfert nationaux dans le cadre du réseau des comptes de transfert nationaux, avec le concours de divers organismes des Nations Unies. En 2013, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a publié un manuel sur les comptes de transferts nationaux afin d'aider les pays à comprendre comment mesurer et analyser l'économie générationnelle⁸⁸. Le FNUAP appuie les mesures prises par les institutions pour créer et utiliser des comptes de transferts nationaux en Afrique, en Amérique latine et en Asie⁸⁹.

74. Plusieurs initiatives ont été lancées afin de mieux comprendre les liens qui existent entre les questions démographiques et celles de développement, notamment en ce qui concerne l'égalité des genres et les changements climatiques. Les données démographiques, couplées aux informations issues des comptes de transferts nationaux et de leurs dérivés, sont compilées dans des rapports complets d'analyse de la situation démographique élaborés avec les principales parties prenantes locales, notamment à partir de la méthodologie définie dans un manuel complet élaboré par le FNUAP⁹⁰.

Recommandations

75. Les États Membres sont encouragés à aborder les questions démographiques selon une approche fondée sur les droits humains, à considérer les changements démographiques comme une opportunité plutôt qu'une menace et à optimiser le potentiel des dividendes démographiques moyennant des investissements dans le capital humain, la santé, l'éducation, l'autonomisation et la création d'emplois décents, qui profitent à toutes les personnes, en particulier aux plus vulnérables.

76. Les États Membres sont priés d'assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et de faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, notamment pour ce qui est de la planification familiale.

77. Les États Membres sont invités à accélérer les efforts visant à assurer une couverture sanitaire universelle, notamment un accès universel à une alimentation et à des soins de qualité pour les mères et les nouveau-nés ainsi qu'une meilleure coordination mondiale dans la préparation et la réponse aux crises sanitaires.

⁸⁶ https://moldova.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/fisha_1_eng_final.pdf (en anglais).

⁸⁷ www.un.org/en/development/desa/population/publications/development/NTA_Manual.asp (en anglais).

⁸⁸ <https://ntaccounts.org/doc/repository/NTA%20manual%202013.pdf> (en anglais).

⁸⁹ https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/undesapd_cpd55_2021_egm_dramani_presentation_.pdf (en anglais).

⁹⁰ Fonds des Nations Unies pour la population, *Guide conceptuel et méthodologique d'analyse de situation démographique* (New York, 2010).

78. Les États Membres sont appelés à éliminer les obstacles structurels, les lois discriminatoires et les normes sociales qui empêchent les femmes de jouir des mêmes possibilités économiques que les hommes, de participer sur un pied d'égalité au marché du travail et à la création d'entreprises et de bénéficier des mêmes salaires, conditions de travail et mesures de protection sociale.

79. Les États Membres sont invités à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour mettre fin à la violence fondée sur le genre et éliminer les pratiques néfastes, étant donné que la violence à l'égard des femmes et des filles constitue un obstacle majeur à leur développement social et économique et pèse lourdement sur l'économie mondiale.

80. Les États Membres doivent garantir l'accès universel à un enseignement secondaire de qualité et à des formations sur le lieu de travail et élargir l'accès aux possibilités de formation tout au long de la vie.

81. Les États Membres devraient investir dans la création d'emplois et promouvoir le travail décent tout en favorisant une économie durable et verte, et accroître les possibilités de génération de revenus dans les zones rurales et urbaines.

82. En prévision du vieillissement de la population mondiale et face à l'importance croissante de l'économie des services à la personne qui, à l'heure actuelle, repose en grande partie sur le travail précaire effectué par des femmes et des migrants, les États Membres sont invités à régulariser les prestations, les mesures de protection et les salaires dans ce secteur.

83. Les États Membres devraient adopter des mesures qui ont fait leurs preuves pour combler la « fracture numérique », aussi bien pour ce qui est de l'accès à Internet que de l'aptitude à se servir des outils numériques.

84. Les États Membres devraient garantir la disponibilité de données statistiques de qualité aux fins d'un développement inclusif, notamment en achevant en temps voulu la série de recensements de la population et des logements de 2020 et en améliorant les registres et statistiques de l'état civil, et encourager l'utilisation de comptes de transfert nationaux et d'outils tels que les rapports d'analyse de la situation démographique afin de garantir l'intégration de la dynamique des populations dans les plans de développement nationaux.